

Racisme et 'lawfare' aux États-Unis

Par [Franklin Frederick](#)

Mondialisation.ca, 02 décembre 2020

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

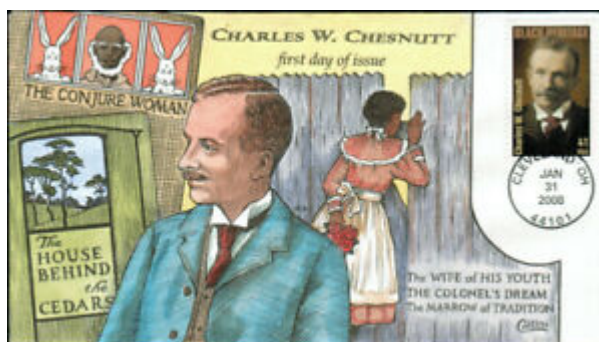
Et la première chose que la structure du pouvoir américain ne veut pas, c'est que les Noirs commencent à penser au niveau international. Malcolm X - Autobiographie

La couleur n'est pas une réalité humaine ou personnelle, c'est une réalité politique. James Baldwin, « The Fire Next Time ».

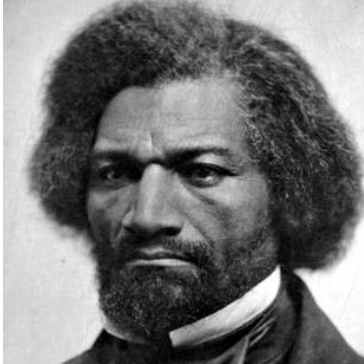
Les États-Unis, avec la complicité des oligarchies locales, ont utilisé le 'lawfare' pour renverser les gouvernements de Manuel Zelaya au Honduras en 2009, de Fernando Lugo au Paraguay en 2012 et de Dilma Rousseff au Brésil en 2016. Le 'lawfare' a également été utilisée pour la persécution politique de Christina Kirchner en Argentine, de Rafael Correa en Équateur et de l'ex président Lula au Brésil. Le 'lawfare' est ainsi devenue le principal instrument de l'Empire pour entraver l'avancée des forces progressistes en Amérique Latine. Avant son application internationale, cependant, le 'lawfare' était largement utilisé par les États-Unis dans l'oppression et la persécution politique de leur propre population noire dans la lutte pour l'égalité raciale et les droits civiques. Ainsi, l'origine du 'lawfare' est intrinsèquement liée au racisme et au maintien des hiérarchies de pouvoir imposées par le capitalisme.

L'écrivain afro-américain Charles Chesnutt, dans l'article « Les tribunaux et les Noirs », publié en 1908, le dénonçait déjà :

'La fonction des tribunaux dans l'organisation de la société moderne est de protéger les droits, de servir de médiateur dans les conflits entre les hommes ou entre les individus et l'État, puis, par leur mandat, de mettre en œuvre le bras de l'exécutif pour prévenir ou punir une erreur ou pour faire respecter un droit. Il est évident que si ce grand pouvoir n'est pas exercé correctement, s'il est influencé par des préjugés ou des intérêts de classe, la justice ne sera pas rendue. (...) Nulle part dans l'histoire de notre jurisprudence ce pouvoir des tribunaux n'a été exercé avec plus de force qu'en matière de droits des noirs, et nulle part il n'a été plus influencé par les préjugés et les intérêts de classe ».

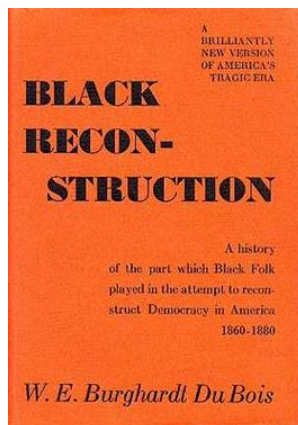


Avec la libération des esclaves à la fin de la guerre civile aux États-Unis, l'oligarchie vaincue des États du Sud - la Confédération - s'est rapidement organisée pour empêcher les Afro-Américains de contester les hiérarchies du pouvoir en votant, en utilisant, d'une part, les différents tribunaux et la Cour Suprême - comme Chesnutt l'a dénoncé dans la citation ci-dessus - dans un « lawfare » qui empêcherait tout progrès dans la conquête des droits civiques et de l'égalité par les Afro-Américains. D'autre part, les oligarchies ont également largement utilisé la terreur pour maintenir les Afro-Américains dans une oppression permanente et les tenir à l'écart des urnes. Le parallèle avec l'action américaine en Amérique latine ne pourrait être plus exact : aux lynchages et au Ku Klux Klan correspondent les escadrons de la mort des régimes soutenus par l'Empire : Somoza au Nicaragua, Pinochet au Chili, Stroessner au Paraguay et les dictatures militaires meurtrières en Argentine et au Brésil, entre autres. Au sud des États-Unis ou en Amérique Latine, l'objectif est le même : empêcher les avancées sociales et tout changement dans la



hiérarchie du pouvoir qui remet en cause le système capitaliste. Le lien étroit entre le racisme et l'exploitation capitaliste a été reconnu aux États-Unis dès le XIXe siècle. Frederick Douglass, né esclave vers 1818, auteur autodidacte qui a échappé à l'esclavage et qui est peut-être devenu l'Américain le plus connu de son temps, était un profond analyste de la société dans laquelle il vivait et, sans avoir connu Marx, il a écrit : 'Les propriétaires d'esclaves, avec une ruse propre à eux, en encourageant l'inimitié entre les pauvres, en opposant les Blancs aux Noirs, parviennent à faire de l'homme blanc presque autant un esclave que l'esclave noir lui-même. La différence entre l'esclave blanc et l'esclave noir est la suivante : le second appartient à UN seul propriétaire d'esclaves et le premier appartient à TOUS les propriétaires d'esclaves, collectivement. Ils prennent indirectement à l'esclave blanc ce qu'ils prennent directement et sans cérémonie à l'esclave noir. Tous deux sont pillés et par les mêmes pilleurs. L'esclave noir est dépouillé par son maître de tous ses gains au-delà de ce qui est nécessaire à sa survie physique ; et l'homme blanc est dépouillé par le système esclavagiste des justes résultats de son travail parce qu'il est mis en concurrence avec une classe d'ouvriers qui travaillent sans salaire.'

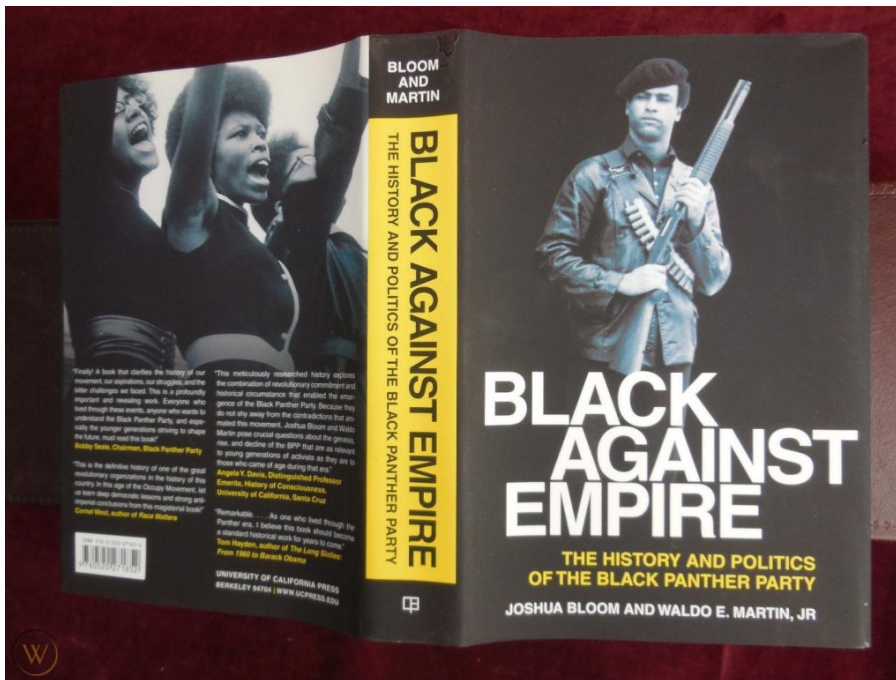
Poursuivant au XXe siècle cette analyse de Frederick Douglass, l'intellectuel afro-américain W.E.B. Du Bois a écrit dans « Black Reconstruction » :



‘Le travail des Noirs est devenu la pierre angulaire non seulement de la structure sociale du Sud (des États-Unis), mais aussi de la fabrication et du commerce au Nord (des États-Unis), du système d’usines anglais, du commerce européen, de l’achat et de la vente à l’échelle mondiale ; de nouvelles villes ont été construites sur les résultats du travail des Noirs et un nouveau problème, impliquant tout le travail, blanc et noir, est apparu à la fois en Europe et en Amérique. (...) En fait, la situation de la classe ouvrière blanche dans le monde aujourd’hui est directement liée à l’esclavage des Noirs en Amérique, sur lequel le commerce et l’industrie modernes ont été fondés, qui a persisté à menacer la main-d’œuvre libre jusqu’à son renversement partiel en 1863. La caste de couleur qui en résulte, fondée et conservée par le capitalisme, est adoptée (...) par les travailleurs blancs, et entraîne la subordination du travail noir aux profits blancs dans le monde entier.’

Le capitalisme ne se serait pas développé sans l’esclavage et, par conséquent, la lutte contre le racisme est fondamentalement aussi la lutte contre le capitalisme. Il n’est donc pas surprenant que le ‘lawfare’ soit intrinsèquement lié au racisme.

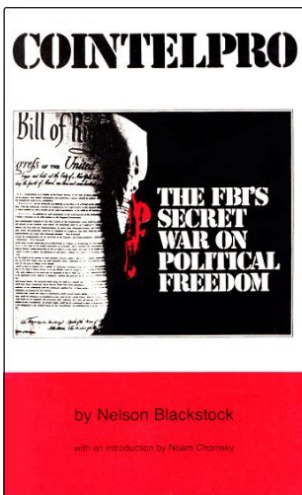
C’est dans les années 1960 aux États-Unis que les luttes des forces progressistes incarnées dans les mouvements afro-américains pour l’égalité raciale et les droits civils ont atteint leur point culminant. Ce n’est que pendant cette période que les principaux obstacles imposés par le ‘lawfare’ à l’avancement des droits civils des Afro-Américains ont fini par tomber, non sans beaucoup de lutte et d’effusion de sang. Peut-être qu’aucun autre groupe n’a été plus attaqué par le double pouvoir hiérarchique de l’ordre capitaliste – le ‘lawfare’ et la terreur violente – que le « Black Panther Party ». Et à travers l’histoire des Panthères Noires, on peut comprendre beaucoup mieux l’histoire récente de l’Amérique Latine et ses relations avec l’Empire.



L'histoire la plus complète des Panthères Noires est probablement le livre « Black Against Empire - The History and Politics of the Black Panther Party » (Les noirs contre l'empire - l'histoire et la politique du parti des Panthères Noires) des auteurs Joshua Bloom et Waldo E. Martin, Jr :

« Les Panthères voyaient les communautés noires des États-Unis comme une colonie et la police comme une armée d'occupation. Dans un essai fondateur de 1967, Newton (un des fondateurs des Panthères Noires) a écrit : « (...) Il y a une grande similitude entre l'armée d'occupation en Asie du Sud-Est et l'occupation de nos communautés par une police raciste.

« (...) En 1970, le Parti avait ouvert des bureaux dans soixante-huit villes, du Wisconsin-Salem à Omaha et Seattle. Le parti des Panthères Noires est devenu le centre d'un mouvement révolutionnaire aux États-Unis (...) Le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, a déclaré : 'Le parti des Panthères Noires représente la plus grande menace pour la sécurité intérieure du pays'. (...) Le gouvernement fédéral et les forces de police locales de tout le pays ont répondu aux Panthères par une campagne de répression et de diffamation sans précédent. Ils ont alimenté la presse avec des histoires diffamatoires. Ils ont mis sur écoute les bureaux des Panthères dans tout le pays. Ils ont engagé des dizaines d'informateurs pour infiltrer les sections des Panthères. (...) En attaquant les Panthères Noires en tant qu'ennemies de l'État, les agents fédéraux ont cherché à réprimer non seulement le Parti en tant qu'organisation, mais aussi la possibilité politique qu'il représentait ».



On en sait aujourd'hui beaucoup plus sur le rôle du FBI dans la campagne contre les Black Panthers et le mouvement des droits civils en général. Le livre de Nelson Blackstock « COINTELPRO - The FBI's Secret War on Political Freedom » (COINTELPRO est l'acronyme de Counter Intelligence Program) et le titre de ce livre en traduction libre serait Cointelpro - la lutte secrète du FBI contre les libertés politiques) - est une excellente source d'information sur ce sujet. Dans cet ouvrage, l'auteur déclare :

'L'une des choses qui apparaît clairement dans les documents du Cointelpro est que le FBI a réservé une haine particulière au mouvement noir des droits civiques.'

Noam Chomsky, qui a écrit l'introduction du livre, explique que la fonction du FBI était de

'Bloquer l'activité politique légale qui s'écarte de l'orthodoxie, confondre l'opposition à la politique de l'État, saper le mouvement des droits civils.'

Ainsi, toujours selon Chomsky, il était prévisible que

'les programmes les plus sérieux du FBI étaient ceux dirigés contre les nationalistes noirs (...) L'histoire la plus choquante concerne peut-être le meurtre de Fred Hampton et Mark Clark par la police de Chicago, sous la direction du bureau du procureur de l'État en décembre 1969, lors d'une descente de police avant l'aube dans un appartement de Chicago. Hampton, l'un des dirigeants les plus prometteurs du parti des Black Panthers - particulièrement dangereux en raison de son opposition aux actes ou à la rhétorique violents et de son succès dans l'organisation de la communauté - a été tué dans son lit (...) il existe maintenant des preuves substantielles de l'implication directe du FBI dans cet assassinat politique de type gestapo.'

Ce n'est pas une coïncidence si au Brésil les plus grands responsables du coup d'état contre Dilma Rousseff - le Juge Sergio Moro et le Procureur Deltan Dallagnol - se sont précisément alliés au FBI dans leurs efforts pour criminaliser l'ancien président Lula et le Parti des Travailleurs (PT). Les campagnes de diffamation et de criminalisation contre le parti des Panthères Noires et contre le PT au Brésil ont beaucoup en commun.

L'un des principaux programmes des Panthères Noires était la distribution de nourriture aux communautés afro-américaines pauvres, en particulier aux enfants. Le parti a également distribué des vêtements et organisé des soins médicaux. Certains des centres où le Parti

avait distribué le petit déjeuner aux enfants ont subi des attentats à la bombe, tant la réaction de la hiérarchie du pouvoir blanc et capitaliste au défi posé par les Panthers a été violente. Certains chefs de parti ont été assassinés, d'autres mis en prison. Comme mentionné, la répression des Panthères noires dans le double brin du 'lawfare' et de la terreur violente a été sans précédent mais non sans parallèle : la répression de l'Empire contre les mouvements sociaux et les partis politiques de gauche en Amérique Latine est similaire et motivée par les mêmes raisons. La phrase fondamentale de la citation ci-dessus expose très clairement l'objectif principal de l'Empire et de ses complices en Amérique latine :

'En attaquant les Panthères Noires - ou Lula, le PT, Evo Morales, Rafael Correa, Christina Kirchner, Hugo Chávez, Nicolás Maduro - les agents fédéraux (des États-Unis) ont cherché à réprimer non seulement le Parti en tant qu'organisation, mais aussi la possibilité politique qu'il représentait.'

Ronald Reagan a continué à mener la guerre de la hiérarchie du pouvoir capitaliste contre les forces sociales progressistes. Dans une autre étude importante sur le racisme structurel aux États-Unis et sa relation avec les politiques de sécurité et de répression - *Incarcerating the Crisis* - (L'emprisonnement de la crise) l'auteur Jordan T. Camp a écrit :

'Le triomphe du reaganisme a marqué la consolidation d'un régime racial et sécuritaire, un régime néo-libéral qui a pris forme avec les opérations menées pendant la guerre froide contre le mouvement des droits civils. (Reagan) a envoyé un message aux Blancs, selon lequel leurs problèmes économiques ont été causés par des personnes de couleur qui ont eu accès à des salaires sociaux pendant le mouvement pour les droits civiques. (...) Ces récits néolibéraux définissaient le comportement des chômeurs et les programmes sociaux comme les principales sources d'insécurité économique. (...) La stratégie de Reagan était de réorienter les ressources des investissements dans le secteur public vers un budget élargi pour l'état néolibéral de la sécurité des prisons. (...) Avec l'élection de Reagan, les néo-libéraux ont pu s'emparer du pouvoir de l'État et légitimer son gouvernement de classe par des appels à la sécurité. Au cours de ses deux premières années à la Maison Blanche, Reagan a doublé le budget du FBI et augmenté de 30 % le budget du Bureau fédéral des prisons. Le discours sécuritaire a été utilisé comme principale justification de la restructuration de l'État. Très similaire à la légitimation par l'État américain de l'augmentation des dépenses pour des mesures anti-insurrectionnelles agressives en Amérique centrale et de l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 1980. (...) Au début des années 1980, les États-Unis ont arrêté 420 000 personnes dans les prisons fédérales et des états. Au cours de la décennie suivante, le nombre de prisonniers va augmenter de plus de 64 % dans tout le pays (...) La population carcérale est passée de deux cent mille personnes à la fin des années 1960 à plus de 2,4 millions de personnes dans les années 2000. Actuellement (2016), un adulte sur trente-cinq, soit 6,9 millions d'adultes aux États-Unis, est en prison ou en probation. L'augmentation des dépenses d'incarcération s'est accompagnée d'une réduction des dépenses consacrées à l'éducation publique, aux transports, aux soins de santé et à l'emploi dans le secteur public. L'expansion des prisons a coïncidé avec un changement dans la composition raciale des détenus, passant de la majorité blanche à près de 70 % de personnes de couleur. Les chômeurs, les sous-employés et les pauvres noirs et latinos ont été incarcérés de manière disproportionnée. Avec le taux d'incarcération le plus élevé de la planète, les États-Unis incarcèrent désormais davantage de Noirs que l'Afrique du Sud avant la fin de l'Apartheid. Tous ces chiffres indiquent une collusion de race, de classe et de pouvoir d'État sans précédent historique, mais

certainement pas sans explication historique’.

Cette réorientation de l’État menée par le gouvernement Reagan reste le principal objectif politique des oligarchies latino-américaines, avec une forte résistance des mouvements sociaux et des partis de gauche. Les élections d’Hugo Chavez, Lula, Evo Morales, Rafael Correa et Christina Kirchner ont été une réponse à la tentative de l’Empire de promouvoir ‘l’emprisonnement’ en Amérique Latine.

Le néolibéralisme, qui est né comme une réaction politique aux « concessions » du capitalisme à l’État-providence - welfare state - a fini par devenir aussi une réaction contre les conquêtes civilisatrices des années 1960 du XXème siècle. D’où le retour du racisme le plus virulent, des atteintes aux droits obtenus par les femmes et les homosexuels. Le maintien de la hiérarchie capitaliste dans sa phase néolibérale dépend fondamentalement de la partie la plus réactionnaire de la population. Et le néolibéralisme, d’autre part, tente de reproduire et de maintenir ces forces sociales.



La citation de Malcolm X que j’ai utilisée au début de ce texte définit le programme politique fondamental de notre époque : l’internationalisation de la lutte contre le racisme est aussi la construction de la lutte internationale contre le capitalisme et ses hiérarchies de pouvoir.

Franklin Frederick

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Franklin Frederick](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Franklin Frederick](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n’engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca